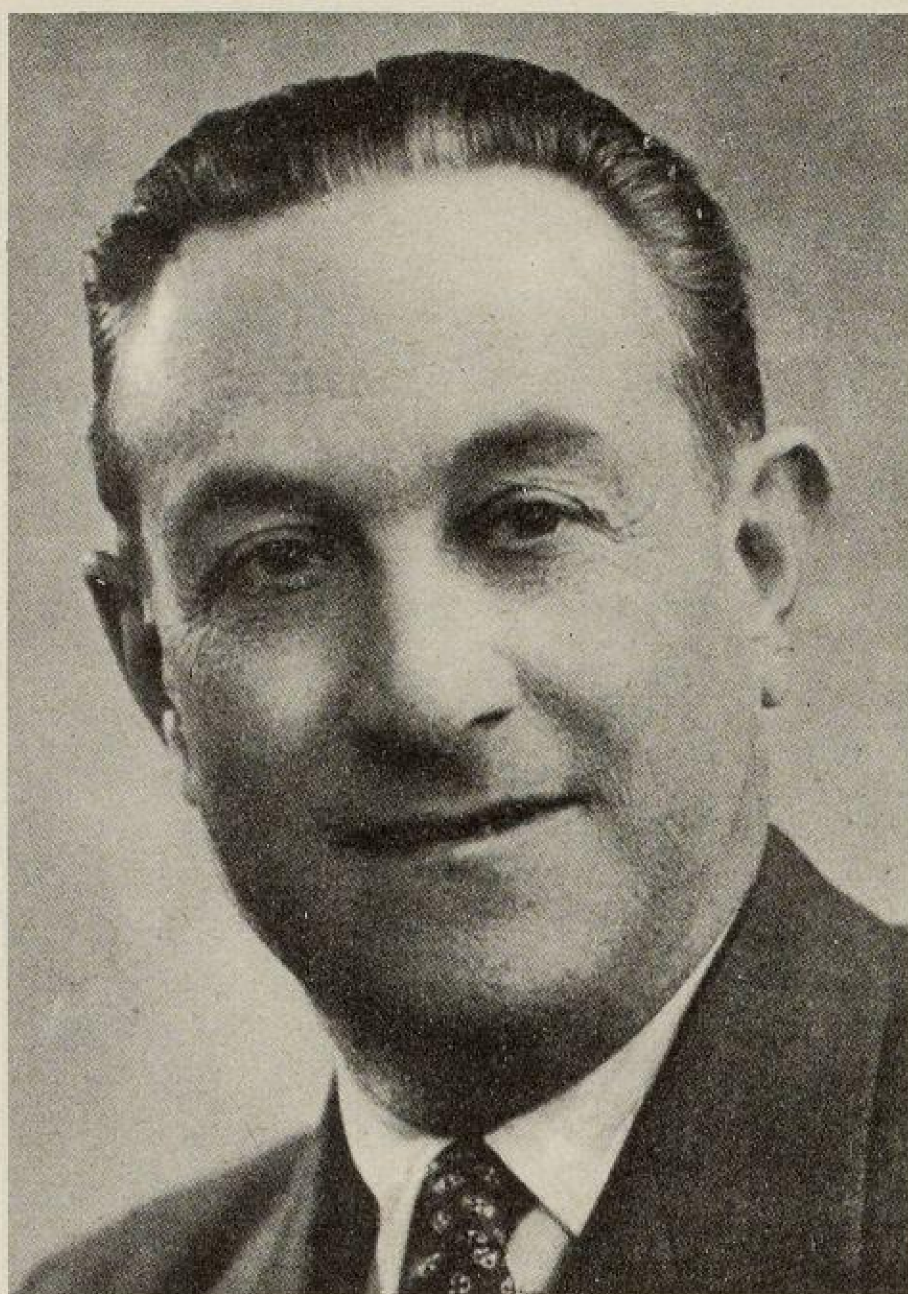


ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

23e Circonscription de la Seine — BATIGNOLLES-MONCEAU

PAUL FABER

CANDIDAT NATIONAL D'UNION REPUBLICAINE

présenté par

CENTRE REPUBLICAIN
REPUBLICAINS INDEPENDANTS
RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE

Vice-Président du Conseil Municipal de Paris
(1949-50 - 1959-60)
Conseiller municipal - Conseiller général de la Seine
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre 39-45
Médaille de la Résistance
Médaille d'Or de l'Education Physique

●

Suppléant : Docteur Maxime COURY-LAFFONT

Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de guerre 39-45

Parisiennes, Parisiens
des Batignolles et de La Plaine-Monceau

JE suis depuis quinze années votre Conseiller municipal. Beaucoup d'entre vous me connaissent personnellement. Vous savez tous que je n'ai jamais fait de distinction entre les habitants de nos quartiers, quelles que soient leurs convictions, quand il s'agissait de les aider à surmonter leurs difficultés.

Je crois en effet que l'action sociale et humaine doit primer l'action politique : le premier devoir d'un élu est d'être au service de ses concitoyens, sans esprit partisan.

Aujourd'hui pourtant, où vous avez à choisir votre représentant à l'Assemblée Nationale, j'ai le devoir de vous appeler à manifester avec civisme vos sentiments républicains et nationaux.

Pourquoi ? Parce que le régime actuel a déçu nos espérances de 1958.

En 1958, nous avons approuvé une Constitution raisonnable qui permettait d'assurer à la fois la stabilité du gouvernement et le contrôle parlementaire.

Hélas, cette Constitution n'a jamais été appliquee, il n'y a plus de contrôle parlementaire et il n'v a pas de vraie stabilité, puisque vous êtes tous inquiets de l'avenir.

Nous voulions l'ordre, et nous avons l'incertitude. Nous voulions la liberté et nous subissons l'arbitraire. Nous voulions la démocratie, nous risquons le Pouvoir personnel et nous craignons pour la République.

C'est avec une profonde angoisse que nous constatons cette dégradation des institutions républicaines.

Certains ont osé prétendre que le drame algérien expliquait les excès de pouvoir et les illégalités du régime. Mais qui ne voit aujourd'hui comment ce drame se termine après tant de promesses non tenues : quinze départements perdus, un million de Français chassés de leurs foyers, des femmes, des vieillards, des enfants, des instituteurs et des prêtres massacrés, des soldats prisonniers abattus, la misère pour des millions de musulmans algériens.

Quelle que soit la solution de l'affaire algérienne qui avait vos préférences, ne pensez-vous pas en toute bonne foi que le Gouvernement pouvait éviter cet exode déshonorant, cette terreur et cette anarchie, le gaspillage de centaines de milliards ?

En réalité, le bon sens oblige à conclure que depuis 1958 la France n'a pas retrouvé son équilibre.

La IVe République est morte de son impuissance et nul ne veut y revenir.

Mais le régime actuel, tombant d'un excès dans l'autre, pourrait aboutir au Parti Unique, clef de voûte du totalitarisme.

CENTRE REPUBLICAIN (Bernard LAFAY) REPUBLICAINS INDEPENDANTS

Ainsi, les positions que je soutiendrai sans faiblesse ni sectarisme, si vous me choisissez pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, sont claires et honnêtes :

- **Condamnation sans retour des mœurs politiques d'un passé définitivement périmé.**
- **Restauration de la République par l'application loyale de la Constitution de 1958.**
- **Stabilité gouvernementale par le Gouvernement de législature.**
- **Défense intransigeante des libertés fondamentales contre l'arbitraire administratif et policier, contre les atteintes à l'indépendance de la magistrature.**
- **Amnistie des malheureuses conséquences de la guerre d'Algérie, seul moyen de rétablir la paix civile indispensable à l'union des Français.**
- **Politique sociale hardie financée par la réduction massive d'un budget de la Guerre inutile et monstrueux (qui a augmenté de 380 milliards depuis la fin de la guerre d'Algérie, plus d'un milliard par jour comme l'a démontré officiellement le Rapporteur Général du Budget au Sénat), financee également par la suppression des énormes subventions aux pays devenus indépendants.**
- **Chiffres en main, sans aucune démagogie, c'est plus de mille milliards par an à récupérer qui peuvent être affectés à la Jeunesse, aux Ecoles et aux Facultés, à la construction rapide de logements locatifs, aux hôpitaux, aux Vieux Travailleurs, aux Anciens Combattants, à tous ceux que le système actuel a sacrifié à sa politique rétrograde.**

●

TOUT le monde sait que la France est dirigée par un gouvernement dominé par les trusts et la Haute Banque dont les représentants y sont ministres.

C'est ce qui explique l'aggravation d'une fiscalité oppressive dont le but avoué est de supprimer progressivement les classes moyennes et libérales, spécialement le petit commerce, l'artisanat et la libre entreprise.

C'est ce qui explique la diminution du pouvoir d'achat des classes laborieuses — que les ménagères connaissent trop bien ! — et le retard inadmissible des traitements de la Fonction publique.

C'est ce qui explique aussi la main-mise de l'Etat technocratique sur la Sécurité sociale, contre les intérêts des assurés, contre les traditions libérales du Corps médical, contre une gestion libre, mutaliste et démocratique, seule garantie des salariés et des employeurs.

Vous avez compris que toutes mes aspirations se résument en un mot : LIBERTE.

Liberté de conscience et d'enseignement, liberté d'opinion et d'expression, liberté professionnelle et syndicale, libertés individuelles, et aussi...

Liberté du monde occidental et de l'Europe contre les menaces totalitaires et l'oppression marxiste.

Parce que nous savons que l'aggravation du régime actuel menacerait la liberté, je vous demande de réagir.

Parce que nous croyons que ses imprudences mettent en danger la paix civile et la paix extérieure, je vous demande de refuser vos suffrages aux partisans de ce régime, qui ont favorisé les erreurs du Pouvoir.

●

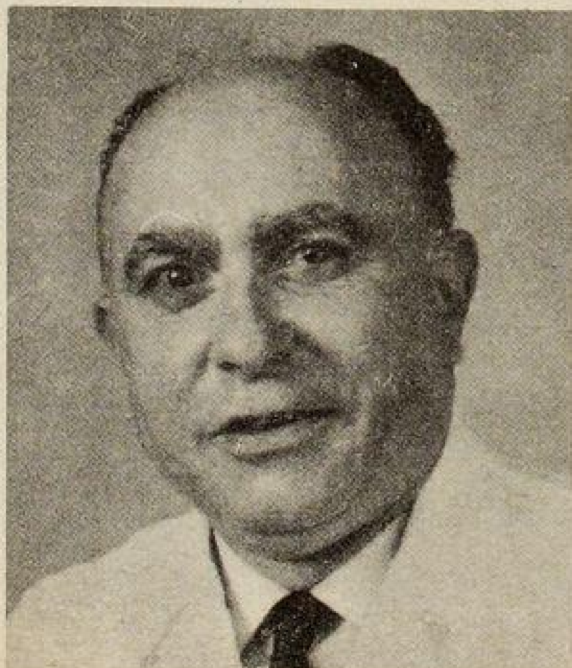
JE m'abstiendrai de toute polémique personnelle, par respect de la dignité du suffrage universel et parce que je crois à la tolérance et à la raison. Mon combatest un combat de principe au nom d'un idéal qui est celui de tous les braves gens de ce pays.

J'ai la fierté d'avoir à mes côtés le docteur Maxime GOURY-LAFFONT qui a accepté d'être mon suppléant. Appartenant à une famille établie depuis un siècle dans votre arrondissement, médecin hospitalier et praticien connu, aimé et estimé, le docteur GOURY-LAFFONT, par ses titres médicaux et son expérience humaine mérite toute votre confiance.

Pour ma part, si les électeurs me font l'honneur de me désigner comme député de Batignolles-Monceau, je siègerai en homme libre, fidèle à mes convictions nationales et républicaines, suivant l'exemple de mon ami, le docteur Bernard LAFAY, Sénateur de la Seine, dont la droiture politique et le dévouement social vous sont connus.

Paul FABER

Avec votre aide, je lutterai pour la Constitution de la Cinquième République, pour la paix, l'union des Français, la démocratie et la liberté.



PAUL FABER

CANDIDAT NATIONAL D'UNION REPUBLICAINE

Docteur Maxime GOURY-LAFFONT

Médecin des Hôpitaux de Paris
Ancien Assistant des Hôpitaux de Paris
Ancien Chef de Clinique et de Faculté
Chevalier de la Légion d'Honneur — Croix de Guerre 39-45

SUPPLEANT

Imp. Commerciale d'Yvetot